

# ANTICAPITALISTES !

Mensuel du **Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde**

**Face à la répression,  
au 49-3...**

**Notre légitimité et  
notre solidarité !**



# Lisez la presse anticapitaliste

**Abonnez-vous**

**L'HEBDO**



**LE MENSUEL**



à

**L'Anticapitaliste**

Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné·es est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

**Abonnez-vous,  
abonnez vos amis !**



## Paielement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Apt, Esc, Bat : \_\_\_\_\_

N° : \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

| TARIFS DES ABONNEMENTS                                            | France et DOM-TOM |       |
|-------------------------------------------------------------------|-------------------|-------|
|                                                                   | 6 mois            | 1 an  |
| L'hebdo L'Anticapitaliste                                         | 28 €              | 56 €  |
| L'hebdo et la revue mensuelle                                     | 50 €              | 100 € |
| Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo                       | 20 €              | 40 €  |
| Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle | 38 €              | 76 €  |
| Abonnement à la revue mensuelle                                   | 22 €              | 44 €  |

**Abonnez-vous**

**ANTICAPITALISTES !**

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX  
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau  
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)  
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)  
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ E-mail : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

## SOMMAIRE

**Edito** p.3

**Mobilisation «loi travail»** p.4-5

- Mobilisation à Bordeaux «On va gagner !»
- Interview d'un camarade routier en grève

**En lutte** p.6-8

- SNCF, vive la reconductible unitaire !!
- EPAHD La Savane à Gujan, salariéEs en grève
- Mairie de Mérignac, ATSEM en grève
- Ford Blanquefort : Et c'est pas fini !

**Nos vies, pas leurs profits** p.9

- UL CGT Pessac mobilisée...
- Rythmes scolaires : la sénatrice Cartron se félicite de son bilan

**Politique locale** p.10-13

- Juppé : « retour au plein emploi » ou fuite en avant réactionnaire ?
- Jour debout contre Monsanto
- « Préserver Lescure », pour la démocratie et le sport pour tous
- Carton rouge
- Fête de l'Humanité Gironde
- Le vin de Hollande
- CGT : un congrès confédéral animé

**Débat** p.14-15

- Réunion débat « L'actualité de Mai 68 à la lumière du mouvement contre la loi travail »
- La cour de cassation casse la condamnation de 3 militantEs du DAL33
- Tribune libre de la CNT

**A lire** p.16

- *Toute ma vie, j'ai lutté* de Sam Johnson



## Face à la répression, au 49-3... Notre légitimité et notre solidarité !

Le gouvernement est minoritaire au Parlement comme dans tout le pays. Hollande, Valls ou Cazeneuve ont beau bomber le torse et montrer leurs muscles, brandir le 49-3, réprimer et gazer les manifestations pour imposer la loi des patrons... ils ne font qu'approfondir la révolte.

Ils stigmatisent les jeunes, les « casseurs », les grévistes, font des rafles dans les manifestations, traitent la CGT de voyou, mais ils ne parviennent pas à faire refluer le mouvement. Bien au contraire, ils créent des réactions de solidarité : entre syndiqués et non syndiqués, entre jeunes et moins jeunes, entre travailleurs avec et sans travail, public ou privé. Une solidarité qui donne confiance, encourage, rend plus fort. Lors de la manifestation du 26 mai, à Bordeaux, c'est cette solidarité de plusieurs milliers de manifestants, tous drapeaux mêlés, qui a obligé les flics à relâcher le jeune manifestant qu'ils venaient d'extraire violemment de la manifestation.

Alors qu'il est aujourd'hui plus difficile pour les lycéens et les étudiants de se mobiliser du fait des examens et de la fin de l'année scolaire, les travailleurs ont pris le relai : dépôts d'essence, centrales nucléaires, ports, SNCF, RATP, Air France... la grève gagne du terrain dans les entreprises et montre le pouvoir qu'ont les travailleurs : c'est eux qui font tourner toute l'économie et quand ils arrêtent... plus rien ne fonctionne ! Et en parallèle des grèves, de multiples initiatives continuent pour bloquer des zones industrielles, des plateformes logistiques ou des lieux stratégiques... L'heure est à l'extension du mouvement, de la grève, pour imposer le retrait de la loi. Il nous faut convaincre

autour de nous, donner confiance face au déferlement de mensonges, d'agressions du patronat et de l'ensemble de leur personnel politique, du PS à la droite et à l'extrême-droite... sans compter Berger, de la CFDT, qui fait le sale boulot pour le compte du gouvernement !

Le gouvernement affirme qu'il tiendra jusqu'au bout mais on commence à voir les fissures alors que s'approche l'Euro de foot : la cacophonie dans le gouvernement autour de l'article 2 de la loi en témoigne. Cet article 2, c'est le point central de la loi, celui qui concerne la fameuse « inversion de la hiérarchie des normes » qui ferait que des accords d'entreprise pourraient désormais avoir des dispositions plus défavorables aux travailleurs que celles du code du travail, la porte ouverte à tous les reculs. Qu'au sein même du gouvernement certains envisagent d'y toucher pour sortir de la crise ne peut qu'encourager à amplifier la lutte !

Il est clair que pour eux, la loi travail n'est qu'un début, tous l'affirment de Macron à Juppé, Sarkozy et aux autres candidats de la primaire à droite, c'est à qui ira le plus loin, le plus vite : tous promettent l'allongement du temps de travail, la remise en cause de l'indemnisation chômage, du SMIC, de l'ensemble des allocations et minima sociaux...

Face à eux, étudiants, précaires, travailleurs de toutes générations, nous avons commencé à réoccuper le terrain politique, les rapports de force ne sont plus tout à fait les mêmes. Après des années de recul, la confiance revient et la colère et la révolte accumulées se font entendre. L'heure est à élargir le mouvement et à préparer la suite.



Pour nous contacter :  
[anticapitalistes@npa33.org](mailto:anticapitalistes@npa33.org) - 07 83 64 43 49

[www.npa33.org](http://www.npa33.org)

# Mobilisation «loi travail»

## La mobilisation à Bordeaux

### « On va gagner ! »

le 19 mai, nasse policière à Mériadeck

Ce slogan qu'on n'avait pas entendu avant la manifestation du 26 mai à Bordeaux témoigne des transformations profondes qui se sont opérées depuis le 9 mars... au point qu'aujourd'hui, tout le monde est incollable sur l'article 2 et l'inversion de la hiérarchie des normes ! Autre effet du mouvement, de nouvelles grèves éclatent (voir articles pages suivantes), sans doute encouragées par le nouveau climat de contestation.

Fin avril (voir *Anticapitalistes !* n°64), nous discutons de la possibilité d'un second souffle pour le mouvement, alors que les journées d'action après le pic du 31 mars (plus de 25000 personnes à la manif), comme la fréquentation des Nuits Debout (avec une AG de 1500 personnes le 9 avril) à Bordeaux, avaient ensuite montré un certain tassement.

Effet boomerang, c'est sans doute l'utilisation du 49.3, le 10 mai, ainsi que la répression contre les jeunes et les grévistes qui ont réactivé la colère... et les manif des 12, 17, 19 et 26 mai ont été plus importantes, entre 3000 et 10000 manifestants, mais surtout elles ont exprimé une révolte anti-PS et anti-gouvernement rarement entendue.

La manifestation du 19 mai a été marquée par une provocation policière, puisque les forces de police aux ordres de Cazeneuve, particulièrement nombreuses, se sont brutalement infiltrées dans la fin du cortège pour le couper en deux au niveau du souterrain de Mériadeck. Elles ont tenté ainsi d'isoler les jeunes qui manifestaient derrière les banderoles « On vaut mieux que ça » entre les cortèges de Solidaires et de la CNT alors que la tête de la manifestation était déjà arrivée à la Préfecture. Il s'agissait clairement d'une tentative pour diviser le mouvement, isoler une partie du cortège en cherchant l'incident, voire l'accident, dans une manifestation légale et déclarée, totalement pacifique, avec des milliers de salarié-e-s, de jeunes, de syndicalistes venu-e-s exiger une nouvelle fois le retrait d'un projet de loi rejeté par la grande majorité de la population. Mais la manœuvre s'est retournée. La solidarité des cortèges de Solidaires, de la CNT, de la FSU, a fait que les forces de police se sont retrouvées à leur tour encerclées... et qu'elles ont dû lever leur minable blocus.

Le 26 mai, pour éviter ce piège, les cortèges « On vaut mieux que ça », jeunes et CNT, avaient été placés en milieu de manifestation, après la CGT et



FO, mais avant la FSU et Solidaires. Dès le départ d'ailleurs, dans cette partie de la manif, les drapeaux de toutes les organisations se mélangeaient joyeusement. Des flics en civil, nombreux, ont alors tenté une nouvelle provocation sur le cours de l'Intendance, en exfiltrant de la manif un jeune qui aurait lancé un œuf plein de peinture sur une malheureuse devanture de banque. Malgré les gaz et les coups de matraque (trois blessées quand même), la manif ne les a pas laissé faire et ils ont dû raser les murs pour se dégager de la manif avec le camarade arrêté et se protéger derrière des collègues en tenue robocop. Alors que l'avant de la manif était déjà loin, ceux qui étaient présent refusaient de bouger et cette fois, c'est plusieurs milliers de manifestants CGT, dockers et UL de Blaye notamment, qui ont fait demi-tour pour apporter leur soutien. Deuxième déculottée pour le préfet qui sous la pression a accepté de libérer le jeune et la manif a repris son cours, avec des cortèges mélangés et solidaires et le sentiment renforcé qu'on peut gagner...

François Mimvielle



le 26 mai... libéré par la manifestation !



## Interview d'un camarade routier CGT en grève

**Anticapitalistes : Les syndicats FO UNCP et FNST CGT ont lancé un appel à la grève reconductible contre la loi travail à partir du 16 mai. Comme les autres salariés, vous êtes contre la casse du Code du Travail mais quelles sont les répercussions de la loi El Khomri dans votre secteur ?**

Nous sommes des salariés du transport. Le transport routier de marchandises (TRM) représente 79% du fret terrestre en France: tous les stocks sont dans les camions. Il y a 292 000 salariéEs et 35 000 entreprises, mais aussi 21 000 emplois détruits sur 15 ans, avec une concurrence et un dumping généralisés du fait de la politique de l'Union européenne et des grands groupes européens dont certains sont bien français. Aujourd'hui, un Polonais coûte 3 fois moins cher qu'un Français tout en faisant 10 fois plus de kilomètres à l'international. Mais il y a aussi les tractionnaires, de petits patrons du transport qui travaillent vraiment pour rien.

Nos acquis s'effondrent. La prochaine réforme des retraites en 2017 en finira avec le congé de fin d'activité (CFA) conquis lors de la grève de 1996 et pour lequel nous nous sommes déjà mobilisés l'an dernier.

Notre convention collective n'a cessé de reculer. Il y a 20 ans, le coefficient 150 (le plus fort de la grille) y était l'équivalent de 1 fois ½ le SMIC, le coef 138 de 1,38 fois, etc. Aujourd'hui, le coef 150 – qui vient juste de passer la barre des 10 euros au 1er janvier – n'est plus qu'à 33 centimes du Smic.

Chez les routiers, les heures sup sont structurelles, et c'est tout le problème avec cette loi. En effet, les routiers sont payés au taux de base jusqu'à la 152<sup>e</sup> heure et passent à 25% de la 152<sup>e</sup> à la 186<sup>e</sup>. Au-delà des 186 heures, c'est 50%. Les contrats de travail sont généralement de 186 heures par mois, avec la possibilité d'aller jusqu'à 12 heures de travail par jour et 56 heures hebdomadaires «grâce» aux dérogations du décret 83-40. Les routiers vont donc chercher leurs payes dans ces heures sup. Pas le choix! Néanmoins, si toutes ces heures étaient ramenées à 10% avec cette loi, un routier en zone longue perdrait au moins 2000 euros sur son net annuel, avec mécaniquement la baisse de sa pension CFA, IPRIAC, retraite, complémentaire, maladie, accident du travail et invalidité...

Avec la loi, le droit de veto des syndicats majoritaires est repoussé de 50% à 70%, avec possibilité de recourir à des référendums d'entreprise d'autant plus avantageux pour nos patrons qu'ils pourront faire du chantage à l'emploi. Si c'est généralisé à

toutes les branches, la concurrence va s'accélérer et la baisse des prix du transport aussi. Les transporteurs seront parmi les premiers touchés !

**Comment voyez-vous la suite ?**

Il est difficile de mobiliser dans notre secteur où le dumping social est très fort, où il y a beaucoup d'horaires décalés, de petites boîtes... De plus, l'interdiction de bloquer la voie publique et sa pénalisation avec retrait immédiat du permis de conduire, exhumée d'un article du Code de la route de 1961 par le ministre Sarkozy en 2002 nous gêne beaucoup.

Mais ça ne nous a pas empêchés de nous battre aux côtés des Nuit Debout, de jeunes, de syndicalistes, comme à l'UL CGT de la Presqu'île, d'organiser ensemble depuis mars un Collectif de lutte de la Rive droite qui met en place des blocages de l'économie, des centrales d'achat d'Auchan, Métro, Carrefour, Simply, Leclerc mais aussi Perguillhem, un transporteur de gaz d'Ambès et DHL à Beautiran qui veulent licencier des camarades. Nous avons été plus de 200, tous milieux et syndicats confondus à bloquer la zone de fret de Bruges toute la nuit de jeudi 26, dans la convivialité et la lutte, reboostés par la manif du même jour où, ensemble, nous avons empêché la police d'embarquer un jeune et montré que la solidarité, ça paye !

Les miettes que le gouvernement a lâchées lorsque nous avons démarré la grève ne nous satisfont pas. Nous sommes conscients que seul, aucun secteur ne pourra gagner et que contre ce gouvernement et le patronat qu'il sert, il nous faut les toucher au porte-monnaie, tous ensemble !

*Propos recueillis par Monica Casanova*



*blocage le 26 mai dans la zone de fret de Bruges*

## SNCF

### Vite la reconductible unitaire !!!

Depuis le 9 mars maintenant les cheminots sont dans l'action contre la loi El Khomri et la Convention Collective des travailleurs du rail que veulent nous imposer le gouvernement et la direction.

capacité à gagner alors que les dé-faites récentes sont encore présentes dans beaucoup de têtes, et qu'aucune consigne claire n'est donnée unitairement.

Ils ne voulaient pas être les locomotives du mouvement et se retrouvent dans le wagon de queue !

Tout cela fait que si on est parti très fort dans ce mouvement (plus de 75 % de grévistes chez les roulants (conducteurs et contrôleurs) on en est aujourd'hui autour de 30 % !

Pourtant la combativité est bien là, l'unité à la base (parfois mal vue par les bureaucrates

syndicaux) permet de maintenir des piquets et permanences et ainsi de maintenir la mobilisation malgré la grève saute mouton !

Mais les choses devraient rapidement changer et s'accélérer ! La CGT sous la pression de ses militants et des cheminots eux-mêmes, et sans doute aussi au vu des attaques du gouvernement, a décidé d'avancer son appel à la grève reconductible au 31 mai au soir rejoignant ainsi SUD-Rail et... l'UNSA qui elle aussi a déposé un préavis reconductible à partir de cette date !

A moins d'un retournement toujours possible au vu de la complexité de la situation, les conditions sont maintenant réunies pour ensemble avec l'interpro enclencher le mouvement reconductible jusqu'au retrait de la loi travail et une convention collective commune à tous les travailleurs du rail calquée sur la réglementation SNCF !

Pierrot le 26 mai 2016

## Ehpad la Savane Des salariées

Depuis vendredi 27 mai, des salariés de l'Ehpad « La Savane » soutenue par la CGT santé privée, sont en grève. Elles ont été accueillies par un huissier et 7 gendarmes venus vérifier que « tout se passait bien »...

Cela fait des mois que les salariées de cette maison de retraite dénoncent leurs conditions de travail et leurs salaires. Les aides-soignantes font jusqu'à 14 toilettes par jour : impossible dans ces conditions de prendre soin des aînés comme elles les appellent. La directrice de l'Ehpad n'a proposé que d'acheter du matériel... qu'elles attendent encore en partie.

C'est depuis le rachat de l'Ehpad il y a un an par le groupe Domidep, qui possède 35 établissements, que la situation s'est dégradée : absence de dialogue, non remplacement des absences, dégradation de la prise en charge alors que certains résidents paient près de 4000 € par mois. Une pétition à l'initiative des familles dénonce aussi cette situation, en toute solidarité avec les salariés.

Un rendez-vous au Conseil départemental a révélé que le financement de 2,5 postes d'aides-soignantes supplémentaires serait prévu. Quant au rendez-vous demandé à l'ARS, aucune nouvelle !

A bout, les salariées n'ont pas eu d'autres choix que de se faire entendre par la grève, devant la maison de retraite et au rond-point de la mairie...



Depuis 2 mois, le débat stratégique a pris le pas sur tout le reste : partir en reconductible le plus vite possible et ainsi rejoindre le mouvement interpro pour SUD-Rail, ou grève de 48 h toutes les semaines pour faire pression sur la direction en faisant planer la menace d'une grève reconductible pour le début de l'euro de foot pour la CGT.

La direction, de son côté met le paquet pour essayer de casser la mobilisation, elle a même essayé de nous faire croire que la nouvelle réglementation n'allait rien changer ! Prendre les cheminots pour des cons n'a jamais été une bonne tactique, en effet, un accord d'entreprise aussi bon soit-il, peut à tout moment être remis en cause avec la complicité d'une organisation syndicale (la CFDT ?), alors elle tente des intimidations, menaces de sanctions, accentuation des retenues de grèves, etc...

Si les cheminots ne sont pas dupes ils s'interrogent tout de même sur leur



## Gujan Mestras en grève

Elles revendiquent entre autres 2 aides-soignantes de plus, une augmentation de 100 € pour les aides-soignantes, la prime d'assiduité de 60 € pour les infirmières, le rétablissement de la subrogation : certaines n'ont perçu leur complément de salaire que plusieurs mois après le début de leur arrêt. Les conditions sont telles que 25 % d'entre elles sont en arrêt maladie ou en accident du travail.

Après 2 jours de grève, la directrice a accepté de créer 1,4 poste d'ASH sur l'unité d'Alzheimer de 25 résidents (ce qui permettra d'alléger le travail des aides-soignantes qui feront 6 toilettes chacune) et de rajouter un poste d'aide-soignante 4 h par jour sur les autres unités de l'Ehpad (55 résidents) : les grévistes veulent un poste en 7h tous les jours y compris le week-end. Sur les salaires, la directrice ne veut rien lâcher.

Les grévistes ont décidé de poursuivre leur mouvement, convaincues que ce qu'elles ont obtenu elles le doivent à leur lutte. Elles essayent de mobiliser encore plus de salariées : à noter que la direction a remplacé 2 grévistes par des salariées, une entrave au droit de grève. A suivre...

*Correspondantes*

Contact Facebook : Collectif Soignant Gujan-Mestras ; [soignant.collectif@la-poste.net](mailto:soignant.collectif@la-poste.net)



## Mairie de Mérignac Grève des ATSEM

À Mérignac, la mairie PS, en bonne élève des politiques austéritaires, veut supprimer 10 postes de remplaçantes chez les ATSEM qui travaillent dans les écoles maternelles, sur les 21 actuels. Des postes occupés par des CDD.

Dans le même temps, elle veut réduire le temps de TAP (temps d'activité périscolaire qui a lieu après l'école), pour le passer de 3h45 à 3h par semaine. Les ATSEM encadraient, à tour de rôle, ces TAP avec des animateurs mairie.



Ce passage à 3h aurait pour conséquence d'abord la suppression de postes d'animateurs qui avaient été embauchés il y a 2 ans, et un alourdissement de la journée des ATSEM qui finiront plus tard 2 jours par semaine.

Les ATSEM ont décidé de se mettre en grève, soutenues par la CFDT, la CGT et FO. Cette grève massivement suivie a commencé le vendredi 20 mai, sous la forme de débrayages entraînant la fermeture des cantines.

Les revendications portent sur le maintien des postes de remplaçantes, sur le fait que le temps de TAP soit encadré uniquement par des animateurs municipaux, et sur le maintien des postes des agents de service qui font le ménage dans les écoles.

La CFDT s'est retirée du mouvement la veille de la grève. Cette manœuvre a suscité l'exaspération.

Mardi 24 mai, un rassemblement a réuni une cinquantaine d'ATSEM devant la mairie, auquel s'étaient associés des parents, enseignants et animateurs.

Banderolles, chants et détermination étaient au rendez-vous.

Des prises de paroles ont eu lieu, pour demander qu'une large délégation soit reçue.

Refus du maire, qui use des bons vieux arguments de droite en parlant de « prise d'otages » et qui intime aux ATSEM de reprendre le travail. Devant les caméras, il regrettera le manque de dialogue social...

Finalement, il recevra une délégation d'ATSEM le mercredi. Suite à cette réunion, aucune avancée significative n'est à noter (et aucune réponse sur les suppressions de postes) et le mouvement continue.

Le jeudi la mairie obligeait les ATSEM non grévistes et les autres personnels municipaux à assurer l'accueil des enfants entre midi et deux. De l'art de casser une grève...

Les ATSEM sont mobilisées et attendent un soutien aussi large que possible dans leur lutte, dans laquelle d'autres salariés de la mairie touchés par les suppressions de postes (animateurs) pourraient les rejoindre.

Dans le contexte porteur de la mobilisation contre la loi El Khomri, cette lutte dans laquelle des travailleuses prennent leurs affaires en main montre leur détermination à ne pas servir de variable d'ajustement à la politique droitière de la mairie socialiste de Mérignac.

*Christophe Otharan*

## Usine Ford Blanquefort

### Et c'est pas fini !

C'est après plusieurs débrayages, grèves et blocage de l'usine, dans un contexte de mobilisation contre la loi travail, que les dirigeants de Ford Europe se sont ramenés sur le site. Il faut dire que nous n'avions pas de nouvelles depuis plusieurs mois. La dernière fois que nous les avons rencontrés, en décembre 2015, ils s'étaient engagés à faire une annonce avant la fin du 1er semestre concernant un nouveau projet assurant de l'activité pour l'après 2018, date de fin des productions actuelles.

Alors ils sont venus mais pas en grande pompe, discrètement, sans prévenir les médias. Cela ne sentait pas la bonne nouvelle. De toute façon nous n'avions pas d'illusions. La politique de Ford depuis son retour est chaotique, hasardeuse, avec des investissements à minima, se traduisant par des faibles productions, une désorganisation du travail, une dégradation des conditions de travail, des suppressions de postes, un personnel vieillissant, pas de recrutement... sans oublier des pressions de la hiérarchie pour faire la chasse au temps perdu.

Cette situation provoquait un

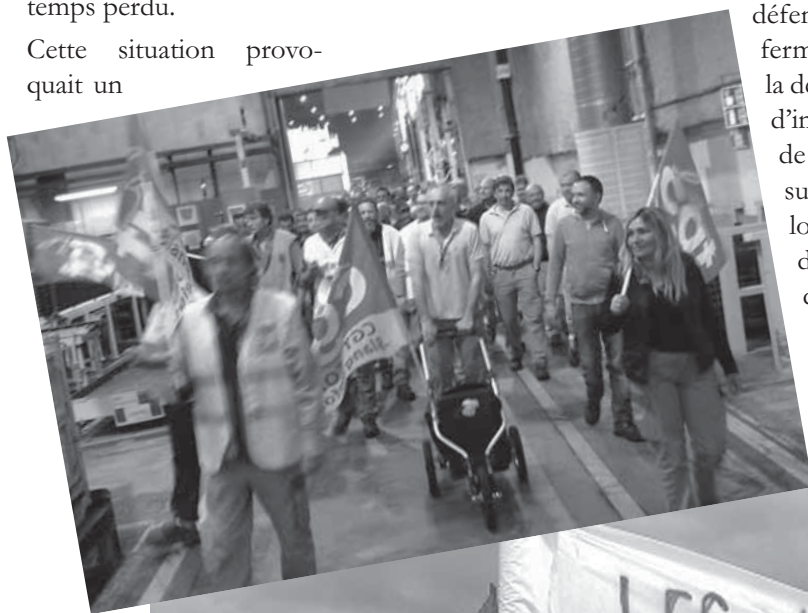
mécontentement et même un certain ras-le-bol, en plus des inquiétudes sur notre avenir. Avec les 3 syndicats ouvriers, après plusieurs actions réussies, la CGT Ford avait appelé à une action à l'occasion de la venue des dirigeants, histoire de les recevoir dans les meilleures conditions et de leur remettre la pression.

Ils sont donc venus pour nous « rassurer », plus précisément pour nous endormir car ils n'avaient rien à nous dire. En réalité ils nous ont baratinés car tout reste hypothétique, avec un projet qui n'occuperait que très peu d'emplois, en fait on irait vers une usine avec moitié moins de salariés ! La direction locale se dit emballée mais pour les collègues, c'est la confirmation que Ford n'a aucune intention de préserver le site et ses emplois sur le long terme.

Chez les collègues, il n'y a pas de déception mais comme une lassitude. La résignation est bien là. Avec une moyenne d'âge de 50 ans, beaucoup de collègues se disent que d'ici quelques années, ils ne seront pas loin de la retraite. Les militants CGT défendent au contraire l'idée qu'il faut refuser la fatalité d'une fermeture à petit feu, qu'il y a une bataille à reprendre pour la défense des emplois. Il faut à nouveau trouver les moyens d'imposer à Ford d'investir, de respecter ses engagements de maintenir l'activité avec 1000 emplois minimum. Cela suppose aussi de bousculer les pouvoirs publics et les élus locaux qui laissent faire la multinationale, après lui avoir donné des dizaines de millions d'euros, chose pas évidente.

En clair, on ne lâche pas, cherchant déjà des actions fortes pour les mois qui viennent. A suivre !

*Philippe Poutou*





# Nos vies, pas leurs profits

## Pessac : un conseil municipal chahuté pour la défense de l'UL CGT

L'UL CGT de Pessac est menacée. Les locaux qu'elle occupe à titre gratuit, vont être démolis pour faire place au projet de la Métropole de « l'espace Bersol » et la mairie refuse tout relogement sur la ville, où l'UL fonctionne depuis 1978.

En 2015, une délégation de l'UL avait rencontré le nouveau maire de Pessac, Raynal (LR) pour poser le problème. Le maire avait écouté puis... grand silence avant de nous signifier, en mars dernier, une « fin d'occupation des locaux » d'ici le 30 juin... tout en nous indiquant des adresses de bureaux à louer, ça tombe bien, plusieurs élus pessacais de la majorité sont patrons d'agence immobilière !

Face à cette provocation les militants de l'UL ont décidé d'appeler à un rassemblement lors du Conseil municipal du 30 mai. Comme nous le disons dans le tract distribué dans la zone industrielle, sur les marchés, dans les entreprises, « *l'UL est un bien commun des salariés, des précaires, des retraités, des chômeurs sur une commune* ».

Nous nous sommes retrouvés à près de 150, avec les militants des différentes UL, de l'UD qui avait relayé l'appel mais aussi du NPA, des élus PC et Verts et des organisations avec lesquelles nous avons faits des collectifs sur la ville contre le CPE, les retraites, pour défendre les salariés de Solelectron, de Leader Price, etc.

Vu le nombre, le maire a reçu une délégation de l'UL et de l'UD. Le discours a été clair : loger une UL n'est pas du ressort d'une mairie ! Visiblement, ce maire préfère dépenser de l'argent public pour les patrons,



comme les 5,5 millions d'euros pour la rénovation de la ZI Bersol. Par contre, pas question de loger une UL qui défend les salariés des petites entreprises licenciés, assure de l'aide juridique gratuite contre les abus des patrons, permet à des syndicats de se monter, de se regrouper, etc.

Tout cela, nous l'avons redit directement dans la salle du Conseil municipal envahie, ce qui a copieusement chahuté la séance. Au final, nous sommes partis tous ensemble en chantant l'Internationale, une première dans cette « olennelle » enceinte, avant de faire une AG rapide pour préparer les suites de la mobilisation. Pour tout le monde, ce premier mouvement est une vraie réussite et l'idée d'occuper après le 30 juin se renforce. On ne lâchera rien !

Laurent Delage

## Rythmes scolaires

### La sénatrice Françoise Cartron se félicite de son bilan

*Sud-ouest* du 21 mai rapporte la belle histoire pour les petits enfants que nous raconte la sénatrice PS Françoise Cartron sur les rythmes scolaires. Une belle réussite, estime-t-elle, dans le rapport qu'elle vient de rendre au premier ministre. Comment pourrait-il en être autrement, puisqu'elle avait elle-même reçu la mission de mettre en place cette réforme, toujours très décriée par les enseignants des écoles ?

Madame la sénatrice nous explique la satisfaction des communes aujourd'hui, après un démarrage difficile. Sur les centaines de communes consultées dans différents départements, toutes seraient satisfaites des activités qu'elles proposent, y compris les communes rurales qui offriraient aux enfants des ateliers de qualité grâce à des retraités et des bénévoles. Ces ateliers permettraient de combler les inégalités, contrairement à ce qu'on pouvait craindre. Beaucoup de communes rurales ou de communes pauvres n'ont effectivement pas d'autres choix que de faire appel à des bénévoles, des retraités ou des salariés précaires pour répondre aux injonctions de ses amis du gouvernement sur la mise en place des rythmes et proposer des activités « de qualité ». Les communes sont de plus

plongées dans les pires difficultés avec la baisse des dotations d'Etat, sous prétexte de réduction de la dépense publique, et souvent dans l'impossibilité de payer des personnels formés et compétents, du matériel et des infrastructures. De plus en plus de communes en sont donc réduites à faire payer les activités aux familles, contrairement à ce qu'affirme la sénatrice. Les aides de l'Etat sont prévues jusqu'à... 2017. Après, elle ne sait pas.

Un des effets relevé par les parents et les enseignants est aussi la plus grande fatigue des enfants. Comme Mme Cartron ne peut le nier, elle impute cette fatigue... à la télé dans la chambre, aux tablettes, et au coucher toujours tardif le mardi soir !

On aurait presque cru au beau conte de fée si la sénatrice n'avait poussé le bouchon un peu loin en rapportant que grâce aux nouveaux rythmes, des enseignants lui avaient dit avoir pris de l'avance sur les programmes.

On comprend mieux pourquoi elle n'a consulté ni les enseignants, ni les parents.

Christine Héraud

## Juppé : « retour au plein emploi » ou fuite en avant réactionnaire ?

Après nous avoir montré ses muscles. En publiant, en janvier, un premier livre programme, *Pour un Etat fort* (voir *Anticapitalistes !* n°61), Juppé sort maintenant du chapeau son programme dit « économique », *Cinq ans pour l'emploi...* « J'ai choisi comme fil conducteur le retour au plein emploi » explique-t-il sans rigoler !

Si Juppé comptait sur l'originalité de l'habillage pour se démarquer de ses adversaires dans la course à la primaire de LR, c'est largement raté. Tous n'ont qu'une expression à la bouche pour justifier leur surenchère réactionnaire : la « défense de l'emploi ». « Défense de l'emploi » au nom de laquelle Hollande, Valls et El Khomri prétendent imposer leur loi « Travail » à coup de 49-3 et de matraque...

Le contenu est à l'avenant. Un des « amis » de Juppé, Benoît Apparu, en résume ainsi le fond : pour atteindre le plein emploi, « il faut libérer l'entreprise, que l'Etat se désengage des questions économiques »... Et Juppé de prévoir entre 85 à 100 milliards d'économies en 5 ans en rognant sur les dépenses publiques, la suppression de l'ISF, la dégressivité des allocations chômage, la baisse de charges patronales (jusqu'à leur suppression sur les salariés payés au SMIC), de nouvelles baisses d'impôts pour les entreprises, l'assouplissement du Code du travail, la suppression des 35 heures, même dans la fonction publique, la retraite à 65 ans, etc. Il a un projet pour les représentants syndicaux, dont il prétend réduire à deux le nombre de mandats consécutifs, limités à 50 % du temps de travail...

Et il n'oublie pas les petites phrases puantes lorsqu'il présente son programme à un public choisi d'amis politiques et de patrons... Il « comprend » le sentiment du « *travailleur payé au smic qui a passé, s'il habite en Ile-de-France, des heures dans les bouchons pour aller travailler et qui constate en rentrant chez lui que son voisin qui touche les APL et le RSA n'a pas bougé de la journée* »... Dénonçant les dérives de

l'Aide médicale d'Etat (AME), il précise qu'il n'est bien sûr pas question de laisser périr un homme « *qui fait une crise cardiaque sur un trottoir* ». Mais si « *vous venez d'un pays voisin du sud de la Méditerranée par exemple pour avoir une prothèse de hanche, vous venez en France parce que c'est gratuit, ça, c'est fini !* »...

En bon serviteur des patrons qui tirent les ficelles de l'économie, Juppé écrit sa propre partition, pour un même objectif, et avec la même démagogie réactionnaire que ses concurrents : imposer reculs sur reculs aux travailleurs pour permettre à une minorité de parasites de maintenir profits et prébendes. Rien d'étonnant donc à ce que son programme ne soit, sur le fond, en rien différent de ceux des autres postulants de LR, de Macron ou de la politique que mène aujourd'hui le gouvernement Hollande-Valls.

Au-delà de l'affrontement grandguignolesque d'egos qui caractérise la bataille pour la primaire de LR, Juppé se prépare à prendre la relève de Hollande pour diriger, à son tour, au sommet de l'Etat, la guerre de classe pour le compte du patronat. Comme il l'avait menée « *droit dans ses bottes* » et en première ligne au milieu des années 1990 en tant que premier ministre de Chirac.

Il était alors, comme aujourd'hui, partisan de la manière forte... jusqu'au déclenchement du vaste mouvement de décembre 1995. Petite ironie de l'histoire, Juppé sort son programme économique au moment où un nouveau mouvement social s'oppose, par la grève et dans la rue, à une « loi Travail » qui s'inscrit clairement, vingt ans plus tard, dans la continuité régressive de son « plan » de 1995.

La réponse aux visées « économiques » de Juppé et de ses congénères de droite comme de la prétendu gauche institutionnelle est là, dans la lutte que mènent sur leur propre terrain de classe, les



travailleurs avec ou sans emploi, les jeunes, les retraités, pour défendre leurs propres intérêts.

Daniel Mimvielle

A lire : dossier sur le mouvement de décembre 95  
[npa2009.org/notre-presse/revue-lanticapitaliste-ndeg71-decembre-2015](http://npa2009.org/notre-presse/revue-lanticapitaliste-ndeg71-decembre-2015)

## Jour debout

Pour la marche Internationale contre Monsanto and Co (Bayer, Syngenta, Dow, Dupont, Basf...) il y a eu 1 500 personnes dans les rues de Bordeaux, autant qu'à Paris, 250 à Toulouse ou 800 à Lyon. Pour la région, cette nouvelle journée de mobilisation contre l'industrie chimique arrivait après le scandale des pesticides dévoilé par l'émission Cash Investigation qui avait mobilisé 600 manifestant(e)s dans la ville en février (voir *Anticapitalistes !* n° 62).

Et puis, cette année, la manifestation s'est inscrite en lien avec le mouvement contre la loi Travail comme on pouvait l'entendre avec le slogan « *Tout le monde déteste Monsanto* » et fait le lien avec Nuit debout en terminant la manifestation place de la République pour les prises de paroles, le casse croûte (bio), le concert de reggae du groupe (pas chimique) Danakil et... un gros orage en clôture !

Il y a toutes les raisons de dénoncer ces énormes trusts qui répandent dans le



## « Préserver Lescure » : pour la démocratie et le sport pour toutes et tous

**A** Bordeaux aussi, il y a des projets inutiles et néfastes. Certes, cela ne se traduit pas encore par des « zad » avec des occupations. Mais la population résiste et des collectifs se mettent en place pour contester des choix faits par le pouvoir, ici par la mairie de Bordeaux.

C'est le cas d'un projet de réaménagement du stade Lescure et du complexe sportif qui l'entoure. Le projet est une aberration car il s'agit de démolir une partie du stade classé monument historique (architecture art-déco) mais aussi (ou surtout) de démolir une aire sportive avec un gymnase et piste d'athlétisme, réduisant de moitié l'espace public, pour y construire à la place des logements, des bureaux et une zone commerciale !

Il se trouve que cette aire de sport est utilisée par les habitants du quartier, par des écoliers et collégiens. Mais la mairie, les « décideurs » se moquent bien des intérêts de la population et de ses conditions de vie. Ce projet répond au contraire aux appétits financiers d'entrepreneurs, correspondant à une politique clairement au service des plus riches et des capitalistes. Il fait d'ailleurs suite à la construction scandaleuse du

nouveau stade surdimensionné, inutile, largement financé par de l'argent public alors qu'il y avait d'autres choix à faire pour répondre aux besoins de la population (crèches, logements, complexes sportifs pour les habitants)...

Les habitant(e)s du quartier et au-delà ont décidé de s'opposer à ce projet, ils se sont organisés, ils ont monté le collectif « Préservons Lescure » comprenant entre autres plusieurs associations sportives, culturelles. Il dénonce la bétonisation du site, la saturation commerciale de la ville et il défend le sport gratuit pour toutes et tous, le maintien d'un espace public ouvert et la préservation du patrimoine. La lutte s'organise autour d'une pétition (à signer en ligne) et plusieurs actions pour sensibiliser la population, avec l'objectif de faire reculer la mairie.

*Ph. P.*

## Carton Rouge !

**A**près 5 ans de procédure, le Conseil d'Etat vient de donner raison à Matthieu Rouveyre, conseiller municipal socialiste (bien connu pour savoir énerver Juppé !) en jugeant irrégulière la conclusion du contrat de construction et d'exploitation du nouveau Stade de Bordeaux. Ce jugement donne quatre mois à la municipalité pour régulariser la situation en présentant une nouvelle délibération au conseil municipal. Mais « *sans demander la destruction du stade* » indique Rouveyre pour bien enfoncer le clou !

Concrètement le Conseil d'Etat dit que « *l'information donnée aux conseillers municipaux sur le coût prévisionnel global du contrat a été insuffisante* ». Juppé expliquait alors que ce partenariat public-privé avec la société Stade Bordeaux Atlantique allait coûter 3 583 000 euros par an pendant 35 ans alors qu'il reviendra... au double soit 6 668 714 euros !

Pour en rester sur ces histoires, voilà aussi qu'on apprend que le budget d'organisation pour les cinq matches programmés à Bordeaux pour l'Euro 2016 va lui aussi doubler passant de 4,74 à 9,1 millions d'euros dont 66% de la facture pris en charge par l'argent public, collectivités et Etat. D'une façon ou d'une autre c'est bien le contribuable qui paiera, la population qui subira ces dépenses qui se répercuteront en baisses de budgets sociaux.

Il y a besoin d'un réel contrôle sur les budgets publics, sur les choix qui sont faits au niveau des villes comme de l'Etat.

*J.R.*

## contre Monsanto !

monde leurs produits nocifs, qui privatisent le vivant avec leurs semences OGM. Les conséquences de cette industrialisation, de cette financiarisation de l'agriculture sont dramatiques déjà pour les agriculteurs eux-mêmes mais pour toute la société, l'environnement, la santé des populations.

Il ne s'agit pas d'un problème écologique qui serait particulier, spécifique, mais bien du problème de fond : dans quel monde, dans quelle société nous voulons vivre. Et donc de la nécessité de remettre en cause ce système capitaliste pollueur et destructeur dans tous les domaines.

*Jacques Raimbaut*



## Fête de l'Humanité Gironde

Malgré une affluence modeste, des débats annulés, reflet d'un malaise politique qui se voit aussi dans ses débats de congrès en cours, la fête du Parti Communiste des 21 et 22 mai a été l'occasion comme chaque année de rencontres et de discussions fraternelles entre militant(e)s.

### Samedi

Au stand de l'Apeis était organisé un débat sur « Chômage et casse du Code du travail » avec A.C ! Gironde, Apeis, Cipg et Sud Pôle emploi. Dix ans après la création de Pôle Emploi il y a toujours plus de chômeurs, 6 millions inscrits mais moins de la moitié indemnisés. Contrairement à la propagande, les caisses de l'Unedic ne sont pas déficitaires et contre le discours nauséabond sur l'assistanat il a été redit que 2 ayant-droit sur 3 au RSA n'en font même pas la demande.

Ce qui ressortait des échanges c'est la violence de tout ça : derrière tous les chiffres et autres courbes, il y a des gens, des familles, qui souffrent, sont humiliés, broyés par le système, et qui peuvent en arriver au pire comme de s'immoler devant un Pôle Emploi. Il y aurait de 10 à 15 000 chômeurs qui meurent chaque année du fait de leur situation comme le souligne un rapport de l'Inserm qui vient de paraître.

Il y a la volonté des patrons et du gouvernement de rogner encore les droits des chômeurs comme le montrent les négociations en cours pour la nouvelle convention chômage qui, tout un symbole, se déroulent au siège du Medef !

Il y a un lien évident avec la casse du Code du Travail, c'est une politique d'ensemble contre la classe ouvrière avec ou sans travail, les attaques contre les uns étant des attaques contre les autres. Faire sauter toutes les protections qui existent encore pour les chômeurs ou pour les salariés vise à imposer des conditions de vie, de travail, de salaires toujours plus dures pour permettre au patronat de s'enrichir toujours plus.

La solution, les solutions, ne peuvent venir qu'en imposant un véritable partage du travail et des richesses, ce qui suppose de construire un rapport de force et des luttes à la hauteur de l'enjeu.

### Dimanche

« Quelle alternative à gauche ? » était l'intitulé du débat politique du dimanche avec PC, EELV, Ensemble et frondeurs du PS.

Les intervenants se sont félicités du mouvement contre la loi travail duquel il faudra « tirer des perspectives politiques ». Il a été dit de différentes manières que l'heure n'est pas au casting pour les présidentielles mais à reconstruire un programme pour une nouvelle alternative à gauche. Primaire ou pas, changer de Constitution, de numéro de République... Une alternative qui sera électorale on aura bien compris !

Je suis intervenu dans le débat comme militant du Npa (vu que nous n'étions pas dans les intervenants invités) pour défendre une alternative non pas « à gauche » mais anticapitaliste en lien avec le mouvement actuel.

Une alternative par les luttes sociales et politiques, la base des idées communistes de la lutte des classes et seule à même de pouvoir changer le cours des choses.

C'est vraiment le débat actuel de fond que nous devons avoir et que soulèvent les luttes en cours, les débats sur les places ou dans les blocages de l'économie.

Il n'y aura pas de solutions dans une nouvelle recomposition électorale qui reste dans le cadre des institutions et la course aux places sur l'échiquier politicien. Il n'y aura pas de raccourci qui évitera la confrontation avec la bourgeoisie et son Etat.

J.R.

## Le vin de Hollande !

300 000 euros TTC pour l'inauguration de la Cité du Vin par François Hollande le 31 Mai avec « 400 personnes triées sur le volet », voilà qui a du mal à passer, particulièrement dans cette période.

Alors effectivement ça ne s'est pas passé tranquillement ! D'abord, ça a commencé par un blocage de la rocade à Villenave d'Ornon par le collectif de lutte à 10 h du matin pendant que dans le même temps de plus en plus de militants arrivaient vers le lieu de toutes les attentions, la Cité du Vin. Nous avons été bloqués à près d'un millier par un imposant dispositif de Gardes mobiles à Cap sciences. Un die-in anti-pesticide a été organisé par les associations écologistes venues dénoncer leurs dangers. Vers midi une coupure de courant a touché le secteur de Bacalan et donc obligé Hollande à une dégustation à l'aveugle !

Une manif s'est mise en route pour revenir sur Bordeaux, sans un flic à l'horizon... jusqu'à la place Jean Jaurès où les gardes mobiles ont mis en place un barrage. Nous faisant improviser un nouveau slogan « Hollande, casse toi, Bordeaux n'est pas à toi », allusion à la privatisation de la ville depuis le matin, du pont Chaban fermé au tram arrêté.

J.R.



## Un congrès confédéral CGT animé

Mi-avril, c'est en plein mouvement social contre la loi El Khomri que s'est déroulé le 51<sup>ème</sup> congrès confédéral de la CGT. Sur les 1000 délégués présents, 780 assistaient à leur premier congrès.

Lors des débats, une constante : l'expression de la rupture avec le gouvernement et le PS. Lorsque ce dernier a été annoncé comme invité, les cris de « *debors le PS* » ont fusé. La CFDT aussi a eu droit à des sifflets, tant sa politique d'accompagnement de cette loi est contestée.

Le discours d'introduction de P. Martinez a développé la nécessité d'un syndicalisme de lutte de classes, dénonçant la criminalisation des luttes notamment avec les Goodyear, critiquant la politique du gouvernement et affirmant la nécessité de poursuivre le mouvement jusqu'au retrait. Il tranchait avec le positionnement habituel de la direction confédérale, notamment avec le premier communiqué signé avec la CFDT, d'accord pour négocier à condition de supprimer le plafonnement des indemnités prudhommales, un positionnement vivement contesté dans les bases.

Très vite, les délégués ont exprimé le besoin d'un appel de congrès clair appelant à la grève reconductible : un appel qui a été très largement voté.

Le syndicalisme rassemblé avec la CFDT, un syndicalisme de compromis et de dialogue social avec le gouvernement a aussi été contesté, pour affirmer l'unité pour la lutte avec tous ceux qui le souhaitent. Même si beaucoup d'amendements ont été déposés dans ce sens, ils n'ont pas été repris par la commission des amendements.

La contestation s'est vue dans les votes. Sur le bilan activité : 68,3 % pour, 31,3 % contre, mais sans tenir compte des 14,1% d'abstentions (jamais comptabilisées au nom des statuts), ce qui donne en réalité 58,98 % pour. Sur le rapport financier : 72,9% pour ; 27,1% contre et 12,1% abstention et en fait 64,1 % pour.

Le texte d'orientation abordait les thèmes suivants : la démarche syndicale et le rapport aux salariés, la construction des luttes, le rapport avec les autres organisations syndicales, le politique et le monde associatif, la place dans le syndicalisme mondial et européen, la démocratie dans la CGT, a été voté à 70,3 pour 29,7 contre et 10,9 abstentions.

Des votes contre et abstention qui n'ont jamais atteints ce score.

A noter aussi que les Goodyear souhaitaient bousculer l'ordre du jour pour témoigner de leur situation. Cette proposition relayée par des délégués a été rejetée par le bureau de congrès...

Concernant la CE, le candidat de la fédération de la santé et de l'action sociale n'a pas été retenu... une petite vengeance après le congrès fédéral qui avait vu l'ancienne direction proche de P. Martinez rejetée.

Un congrès sous le signe de la contestation : c'est armés de l'appel pour la construction du mouvement, de la grève reconductible jusqu'au retrait de la loi travail que les délégués se sont quittés !

*I. Larroquet, déléguée au congrès*

La 8<sup>ème</sup> université d'été du NPA se déroulera du mardi 23 au vendredi 26 août au village vacances Rives des Corbières, à Port-Leucate.

Pour s'inscrire : <https://npa2009.org/ue2016>

**8<sup>e</sup> université d'été du NPA**  
du MARDI 23 AOÛT au VENDREDI 26 AOÛT

**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

Dans le village vacances  
de Rives des Corbières  
à Port-Leucate, près de Perpignan  
Accueil à partir du lundi 22 après-midi,  
départ le samedi 27 après le petit déjeuner

## Réunion débat du NPA 33

### L'actualité de Mai 68 à la lumière du mouvement contre la loi travail

En pleine mobilisation sur la loi travail, la réunion avec Yvan Lemaître, de la direction nationale du NPA, a permis de débattre, réfléchir, sur la situation sociale dans laquelle s'inscrit ce mouvement et sur nos perspectives politiques.



Mai 68 et la lutte contre la loi travail ont en commun d'être de vrais mouvements sociaux, profonds, chacun avec leur rythme, leur développement, leurs rebondissements qui échappent à ceux qui voudraient le contrôler, transformant les consciences de centaines de milliers de travailleurs et de jeunes.

Même s'il s'agit de deux périodes bien différentes, l'un et l'autre marquent des ruptures par rapport à des sociétés prisonnières de carcans qui paraissaient inamovibles.

En 68, la révolte éclate contre le carcan du gaullisme, du patriotisme et du colonialisme d'après-guerre, contre une exploitation d'autant plus insupportable qu'elle génère une croissance économique importante, les "Trente glo-

rieuses" dont les travailleurs étaient loin de récolter les fruits. Elle se nourrissait de la révolution anticoloniale, du mouvement noir américain, et redonnait un nouveau souffle à la perspective communiste, malgré les exemples monstrueux du stalinisme et du maoïsme.

En 2016, la rupture se fait contre tous ceux qui ont justifié des décennies de crise, contre cette gauche gouvernementale qui a mis en œuvre la casse des droits sociaux et démocratiques, des politiques de plus en plus sécuritaires et guerrières. Elle rejette l'adaptation au libéralisme, la soumission de toute la société à la finance. Elle a des racines communes avec les Printemps arabes, les révoltes en Grèce, le mouvement Occupy Wall Street, exprimant une aspiration à un autre monde...

Dans les deux cas, c'est un ras-le-bol profond qui éclate, certes pas de la même ampleur, par la grève et par l'effervescence de la contestation, la libération de la parole dans la jeunesse.

Dans les deux cas aussi, le mouvement ouvre une nouvelle situation politique,

avec un nouvel écho rencontré par les idées révolutionnaires. La question d'un nouveau pouvoir se discute. Pour des camarades du Front de gauche venus au débat, c'est la perspective institutionnelle, issue des urnes, basée sur un rassemblement de toute la gauche opposée au PS, avec en toile de fond la menace de l'extrême-droite. Face à cette impasse, il s'agit pour nous de discuter avec les militants du mouvement d'une perspective démocratique, un pouvoir des travailleurs, né du mouvement lui-même, de l'auto-organisation, sur les lieux de travail et dans la jeunesse.

FM.

A voir, sur le site du NPA 33, la vidéo de l'intervention d'Yvan Lemaître : <http://www.npa33.org>

A lire, sur le site national du NPA, un dossier paru dans notre hebdomadaire :

<https://npa2009.org/arguments/mai-68-la-lumiere-du-mouvement-contre-la-loi-travail>

## La de trois

Un peu de justice passe.

C'est une inattendue et excellente bonne nouvelle que l'arrêt rendu ce 13 avril 2016 par la Cour de Cassation.

En juillet 2013, cinq bénévoles de notre association s'étaient retrouvé-e-s pris-e-s dans les filets de la répression judiciaire et politique, accusé-e-s de violation de domicile et d'installation de familles étrangères dans un logement vacant, rue Planterose à Bordeaux.

Perquisitions, saisies de matériel personnel, gardes à vue, interrogatoires furent pour eux les violents prélimi-





*Dans le cadre du mouvement, nous avons proposé une tribune à la CNT Gironde.*

## Tribune libre de la CNT

Voilà bientôt trois mois que nous sommes en plein « mouvement social ». Celles et ceux qui n'y voient qu'une lutte contre la loi « Travail ! » manquent probablement de perspicacité.

Dès le départ, il y avait quelque chose d'inédit : la mobilisation était appelée par les réseaux sociaux et non par les « traditionnels » appels syndicaux. Des Assemblées générales se sont constituées sur les places publiques (Nuit Debout) montrant ainsi la nécessité pour une grande partie de la population de discuter, débattre, échanger. Les habituelles manifestations de rues, aux allures de défilés carnavalesques, ont été rapidement débordées. Des manifestant-e-s ont pris l'initiative de quitter le trajet prévu, de cibler les symboles du capitalisme (banques, assurances, publicités, etc.), de créer leur propres cortèges. Des blocages économiques se sont organisés.

Toutes ces actions ayant pour but d'inverser le rapport de force.

L'État, quant à lui, n'a pas tardé à riposter. Il a organisé une sévère répression policière et tente de diviser les cortèges. Parfois même avec la complicité de certaines bureaucraties syndicales agacées de ne pas tout contrôler.

Notre organisation syndicale est justement en ce moment l'objet d'importantes pressions policières, et localement, nous en faisons les frais. Notre camion a été perquisitionné sans aucun mandat par des policiers en civil alors que nous nous rendions à la manifestation du 12 mai. Une voiture de la BAC siège systématiquement à proximité de notre local

avant chaque manifestation. D'importants effectifs de policiers entourent nos cortèges. À Paris, Lille, Marseille, ... c'est le même châtimement.

À cela s'ajoute une cabale médiatique qui prétend voir la CNT partout où ça castagne. Pour le journal Sud-Ouest, la CNT semble être née le 17 mai 2016.

Nous ne cesserons pas pour autant d'affirmer notre solidarité aux victimes de la répression policière. Nous refuserons encore et toujours de participer à la chasse aux prétendu-e-s « casseurs ».

Nous continuerons d'assumer et de revendiquer le projet de société que nous défendons : un projet égalitaire, libertaire.

En attendant l'avènement d'un tel projet, nous ne pouvons pas rester les bras ballants, observer de loin la destruction d'un code du travail (fut-il jugé bourgeois), laisser des travailleurs/euses (avec ou sans emploi) perdre les acquis sociaux que leur aîné-e-s ont gagné par la grève et dans la lutte.

Nous sommes une organisation de travailleurs/euses (avec ou sans emploi, avec ou sans papier) qui appelle à la solidarité de classe. Face à la répression, face aux mesures sur l'état d'urgence, face à la violence que subissent les exilé-e-s, SOLIDARITÉ !

*J.F. et T. pour la CNT Gironde. le 24 mai 2016*

La CNT Gironde participera aux événements organisés en juin 2016 pour commémorer les 80 ans de la Révolution espagnole. Plus d'infos sur notre site : [www.cnt-f.org/ul33](http://www.cnt-f.org/ul33)

## Cour de Cassation casse la condamnation militant-e-s du D.A.L33 *Extrait d'un Communiqué du DAL 33*

naires de deux procès à charge qui aboutissent pour tous, fin décembre 2014, à une condamnation à 3 mois de prison avec sursis, assortie de 5 ans de mise à l'épreuve, 5000 euros d'amendes et de frais de procédure. Malgré un dossier vide, sans l'ombre d'une preuve...

Manipulation politique visant à freiner les activités de notre association et à faire un exemple, connivence avec un milieu médiatique cherchant – sans trop de difficulté – à attiser la vindicte et les instincts primaires, complicité d'une justice de classe, dernière garante du sacro-saint droit à la propriété... Il y avait de quoi être sceptique sur la pertinence à débour-

ser 1500 euros – par tête – pour tenter l'ultime recours de la cassation.

[...] La Cour de cassation ayant constaté que d'une part, l'existence d'une introduction illicite n'avait été caractérisée pour aucun accusé et que d'autre part, leur degré respectif d'implication en qualité d'auteur ou de complice de l'action entreprise n'avait pas été expliqué, elle a logiquement cassé et annulé, en toutes ses dispositions, l'arrêt de la Cour d'appel.

Elle renvoie ainsi les parties pour un nouveau procès qui se tiendra à Bordeaux et dont la date n'a pas encore été fixée.

[...] Trois ans après le début de cette affaire politico-médiatique, notre association a repris des forces et aujourd'hui, nous continuons à exiger un toit pour toutes et tous et l'application de la loi de réquisition.

[...] Que la justice ne cesse de passer ! Un toit, c'est un droit !

*Le 12 mai 2016*

Droit Au Logement de Gironde – D.A.L33 – [dal33gironde@gmail.com](mailto:dal33gironde@gmail.com) – 06 65 43 53 23 – [www.dal33.over-blog.com](http://www.dal33.over-blog.com)

## Toute ma vie j'ai lutté

Sam Johnson - Editions Le bon caractère



« Je veux voir ce système monstrueux dégager. Je veux voir les travailleurs prendre le pouvoir des mains des capitalistes... C'est pour ça que j'ai milité toutes ces années et pour ça que je continue à le faire aujourd'hui » explique Sam Johnson à la fin de ce livre qui raconte sa vie de militant syndicaliste et de militant communiste révolutionnaire toujours actif dans l'organisation trotskyste américaine « Spark ».

Le point de départ de ce livre ce sont des heures de conversations enregistrées de Sam racontant sa vie depuis son enfance pour témoigner de son histoire qui se confond avec toute une période riche en luttes sociales et politiques des Etats-Unis. C'est donc avec une écriture simple et pleine de vie, touchante, que nous parle l'auteur.

Lui qui est né en 1939 en Alabama sera confronté très jeune à la violence raciste de cet Etat du Sud. Il en partira à 20 ans pour Los Angeles puis Détroit où il vivra les émeutes de 1967. Ce seront des années de galères, de petits boulots, d'alcools et de bagarres. Les drogues dures qui font des ravages jusque sur les chaînes de montage de Chrysler où il est embauché en 1968. Il discutera avec des militants des Black Muslims, découvrira Malcom X. Et puis en 1970, il va rencontrer des communistes dans l'usine Dodge Main et « c'est là où j'ai commencé à voir les choses autrement, du point de vue de la classe ouvrière ».

Il nous fait vivre ces 30 années de militantisme dans plusieurs usines du groupe Chrysler, les bagarres contre les patrons, contre les bureaucrates syndicaux de l'UAW, les luttes politiques aussi. Sa retraite d'ouvrier en 1999 n'a pas freiné sa volonté de lutter pour une autre société.

« Eh oui, je me bats toujours. Je continue parce que cette société capitaliste est pourrie et de plus en plus pourrie. Elle aurait dû être balayée par une révolution il y a longtemps ».

J.R.



En tête du cortège du NPA33 le 1er mai 2016